

Communiqué n° 46 du 10 février 2009

## **Hôpital : une réforme de plus dans un contexte difficile !**

Le financement de l'activité hospitalière est un problème récurrent que les réformes du mode d'allocation des ressources n'ont jamais résolu : le prix de journée était inflationniste ; la dotation globale pénalisait les établissements à forte activité et maintenait des rentes de situation pour les autres ; à présent, la tarification à l'activité est une réforme incomplète, complexe et inéquitable.

Pour la CFDT Santé-Sociaux, oui, sans doute faut-il des moyens supplémentaires, des effectifs supplémentaires, mais il n'est plus possible d'accepter les saupoudrages aussi inutiles qu'inefficaces ! Les budgets sont, pour le plus grand nombre d'établissements hospitaliers publics, incompatibles avec leur bon fonctionnement. Cette asphyxie financière des établissements fait peser, à court terme, des menaces sur la qualité des soins, sur la sécurité des malades et sur les conditions de travail et d'emploi.

Dans ce contexte, ce sont les professionnels qui sont pénalisés et qui souffrent des mauvaises conditions de travail. Car, oui, l'hôpital public est malade, et pas seulement de son mode de financement !

- Malade de l'absence de dialogue social ;
- Malade de l'absence de coopération entre les professionnels médicaux et paramédicaux ;
- Malade de son mode de management très aléatoire et désuet ;
- Malade de l'absence de suivi et d'évaluation de l'utilisation de l'argent ;
- Malade, enfin, de ses corporatismes étriqués et des lobbyings incessants dont le seul objectif est le statu quo !

**La loi HPST répondra-t-elle à toutes ces interrogations ? On peut en douter. Pourtant, sans changement profond, cette loi ne sera qu'une péripétie de plus.**